



## Forte baisse des prix des produits laitiers en 2015

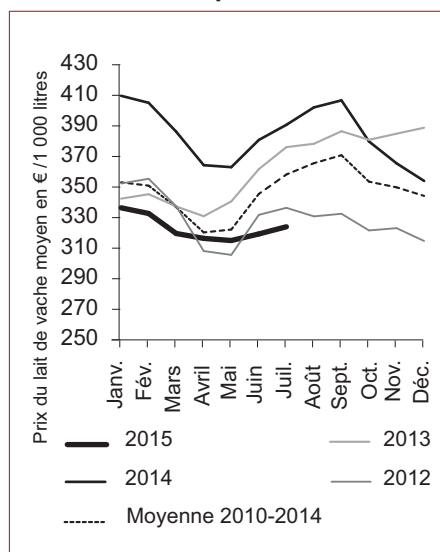
**Au 1<sup>er</sup> semestre 2015, le marché national du lait a subi les conséquences de la baisse de la demande mondiale, liée notamment à l'embargo russe, de la concurrence de la Nouvelle-Zélande et de la hausse de la production, en particulier dans l'UE, alors que la collecte nationale de lait restait comparable au niveau élevé de 2014. Ce déséquilibre entre offre et demande a provoqué une chute des prix des produits industriels et du prix payé aux éleveurs, une montée des stocks chez les transformateurs et le déclenchement de mesures de soutien des marchés au niveau de l'Union européenne.**

### Baisse du prix du lait en 2015 après un niveau élevé en 2014

En juillet 2015, le prix moyen du lait de vache payé au producteur (prix toutes qualités confondues) a été inférieur de 17 % au prix de juillet 2014. Durant tout le premier semestre 2015, la baisse a été marquée par rapport à 2014 (oscillant entre - 13 % et - 18 %) et les prix ont été inférieurs à ceux observés en moyenne sur les années 2010 à 2014. En 2014, le prix moyen du lait avait été supérieur de 6 % au prix de 2013, lui-même en hausse de 8 % par rapport au prix de 2012. Entre avril 2013 et septembre 2014, avait en effet progressé fortement pour atteindre, entre octobre 2013 et septembre 2014, son plus haut niveau depuis 2000, soutenu par une forte demande. À partir d'octobre 2014, la situation s'est retournée et le prix a décroché fortement, subissant le contre-coup de la baisse du prix des produits laitiers industriels vendus sur les marchés internationaux (*Chute des cours*

*mondiaux des produits laitiers au second semestre 2014, Synthèses Lait, n° 2014/255, décembre 2014).*

### Le prix du lait de vache est en baisse depuis la fin 2014



Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer, Insee

En Europe, le prix du lait payé aux producteurs a suivi la même évolution que le prix français. La chute est très marquée pour la très grande majorité des Etats membres. Le prix moyen européen a décroché dès le mois de septembre 2014 et n'a cessé de reculer depuis, en raison de l'affluence de disponibilités sur les marchés internationaux et du ralentissement de la demande mondiale. En juillet 2015, il est inférieur de 19 % au prix moyen de 2014.

### En 2015, la collecte française de lait de vache est légèrement inférieure au niveau élevé de 2014

En 2014, la collecte française avait dépassé 24,5 milliards de litres, favorisée par de bonnes conditions climatiques et un prix du lait attractif, en moyenne sur l'année, retrouvant ainsi des niveaux proches des années 1980, avant la mise en place des quotas laitiers. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, le niveau

de collecte a été inférieur à celui très élevé atteint en 2014 mais est resté supérieur à la moyenne 2010-2014. Certains éleveurs ont ralenti la production en raison d'un prix du lait jugé trop faible ou afin de ne pas dépasser les quotas encore en vigueur à la fin de la campagne 2014/2015 ou leur volume contractuel. La politique des quotas laitiers a pris fin le 1<sup>er</sup> avril 2015 avec cette campagne. Depuis cette date, les États membres et les producteurs de lait ne sont plus pénalisés pour des dépassements de leur référence. Malgré le niveau élevé de collecte lors de la campagne 2014/2015, la France était encore en retrait de près de 1,2 million de tonnes (- 4,5 % de la référence) par rapport au quota.

En début de campagne 2015/2016 (soit à partir d'avril 2015), le niveau de collecte du lait de vache a retrouvé un niveau proche de celui de 2014, et même un peu supérieur en juin et juillet, en dépit du manque de précipitations et des températures supérieures à la normale. En juin, la production a progressé de 2,1 % par rapport à 2014 (+ 6,2 % par rapport à la moyenne 2010-2014) et en juillet de 0,4 % (+ 5,2 % par rapport à la moyenne 2010-2014). Au total, sur les sept pre-

miers mois de 2015, la collecte française de lait de vache a été inférieure au niveau de 2014.

D'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer, la collecte française diminuerait d'environ 1,5 % en août 2015 par rapport à août 2014. Cette baisse s'expliquerait notamment par des températures particulièrement élevées, surtout dans un large quart nord-est du pays.

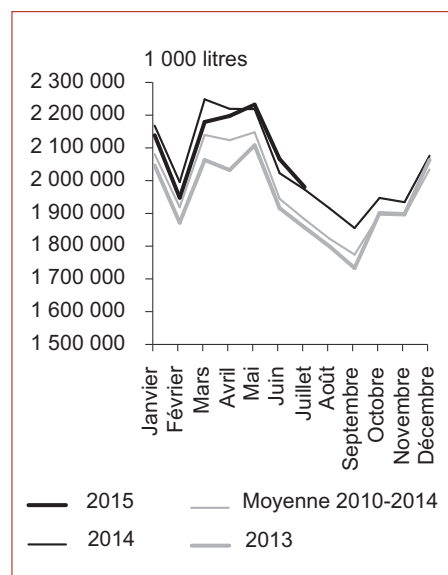
Globalement, la collecte dans l'ensemble des pays membres de l'UE a connu un rebond en 2014 et une production toujours dynamique en 2015, malgré le coup de frein donné au premier trimestre pour limiter les pénalités pour dépassement sur la dernière campagne soumise aux quotas laitiers. Au premier semestre 2015, la collecte européenne a augmenté de 0,8 % sur un an, en raison de la reprise de la production en Allemagne (+ 0,3 %), au Royaume-Uni (+ 1,4 %), aux Pays-Bas (+ 1,9 %), en Pologne (+ 1,8 %), en Espagne (+ 1,6 %) et en Irlande (+ 7,8 %). Sur la même période, la collecte française a, pour sa part, baissé de 0,9 %. La reprise est surtout marquée depuis le mois d'avril, la fin des quotas laitiers ayant permis aux États membres d'augmenter leur production de lait sans contrainte. Entre avril et juin 2015, la collecte européenne de lait de vache a ainsi progressé de 2,7 % par rapport à la même période de 2014.

La baisse du prix du lait sur un an a été nettement supérieure à celle qui aurait permis de répercuter la baisse du prix de l'aliment et de maintenir les marges des éleveurs. (*Le prix de compensation du coût de l'aliment dans les filières d'élevage, Tableau de bord - Indicateurs filière d'élevage, n° 4/8, août 2015*).

### Les cours des produits industriels sont en baisse depuis début 2014, malgré un rebond début 2015

À la mi-juillet 2015, le prix français de la poudre de lait écrémé est descendu à 1 663 euros la tonne (prix des contrats), soit un niveau légèrement inférieur au prix d'intervention fixé à 1 698 euros la tonne par la réglementation de l'Union européenne. C'est le prix le plus bas observé depuis l'année 2009. En juillet 2015, il se situe 40 % en dessous du prix élevé atteint en juillet 2014. Le prix est en baisse depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2014 avec un fort décrochage au mois d'août 2014, en lien notamment avec la décision de la Russie de mettre sous embargo les produits alimentaires provenant de l'Union européenne, de la Norvège, des États-Unis, de l'Australie et du

### Début 2015, la collecte de lait de vache est inférieure au niveau élevé de 2014

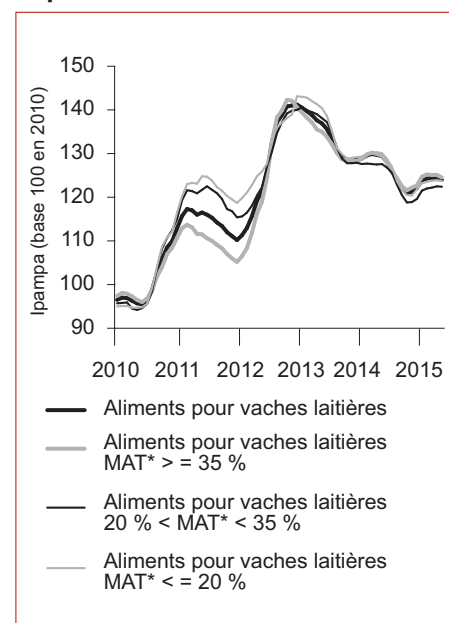


Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

### Le coût de l'aliment se réduit mais reste à un niveau élevé

Entre février et juin 2015, le coût des aliments pour vaches laitières en France est resté stable. Le coût de l'aliment a connu une baisse marquée depuis janvier 2013, sans toutefois retrouver les niveaux observés avant 2012, année au cours de laquelle il s'était envolé. À cette date, les prix des tourteaux de soja et de colza qui représentent un composant essentiel des protéines de la ration des vaches laitières, avaient bondi jusqu'à des niveaux jamais atteints. En juin 2015, le coût des aliments pour vaches laitières, estimé par l'Ipampa, reste encore supérieur de 2 % au coût de juin 2012.

### En 2015, le coût des aliments pour vaches laitières reste encore supérieur aux niveaux de 2012



\* MAT = Matière azotée totale  
Source : Agreste - Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa)

Canada. Entre février et décembre 2014, le prix de la poudre de lait écrémé (prix des contrats) est ainsi passé de 3 350 euros à 1 810 euros la tonne, soit une chute de 46 % entre ces deux dates. La légère reprise du 1<sup>er</sup> trimestre 2015 (d'un mois sur l'autre) a été de courte durée, les prix étant ensuite repartis à la baisse pour s'établir, en mai, juin et juillet, à des niveaux bien inférieurs à ceux observés un an auparavant. L'évolution des prix français a suivi en cela celle des prix européens et internationaux.

Le prix des poudres grasses a également fortement décroché, passant en France d'un maximum de 3 760 euros la tonne (prix des contrats) en janvier 2014 à 2 270 euros en juillet 2015, soit - 40 %. Il est même descendu à 2 120 euros la troisième semaine d'août. Le prix suit ainsi la même tendance baissière que celle des poudres de lait écrémé. Les prix se sont aussi nettement rétractés sur les marchés internationaux.

En 2015, les cours du beurre ont un peu mieux résisté que ceux des poudres et ont peu évolué depuis mars. La troisième semaine d'août, le prix français du beurre standard s'est situé

à 3 020 euros la tonne (prix des facturations). En juillet 2015, il avait atteint près de 3 100 euros la tonne, inférieur toutefois de 16 % au prix de juillet 2014. Les cours restent supérieurs au prix d'intervention fixé à 2 217,51 euros/tonne. Le décrochage s'est produit en septembre 2014, période pendant laquelle le prix a perdu près de 650 euros la tonne, soit une baisse de 20 % par rapport au même mois de 2013.

En France, le prix des fromages diminue lui aussi mais de façon moins marquée que ceux de la poudre et du beurre. Ainsi, en juin 2015, l'indice du prix départ usine indique une baisse de 2 % par rapport à juin 2014. L'ampleur des écarts pour les fromages est nettement moindre que pour les ingrédients secs. Sur le marché européen, le cours des fromages est en baisse depuis 2014. Entre janvier 2014 et fin juillet 2015, les prix du cheddar (- 23 %), de l'edam (- 36 %) et du gouda (- 33 %) ont fortement reculé, davantage que ceux de l'emmental (- 10 %).

### Une offre supérieure à la demande, qui pèse sur les prix

La baisse des cours des produits industriels s'explique par les fortes disponibilités sur les marchés internationaux, qui excèdent la demande. Ainsi, au premier semestre 2015, les fabrications européennes de poudre de lait écrémé et de beurre restent dynamiques avec respectivement une hausse de 3,2 % et de 1,2 % sur un an, pour une collecte de lait en hausse de 0,8 % sur la même période. Les collectes de lait sont également en augmentation dans les principaux bassins producteurs comme l'Océanie et les États-Unis.

En revanche, la demande a diminué chez les principaux pays importateurs de produits laitiers, notamment en Chine. Premier importateur de poudres de lait, ce pays a fortement réduit sa demande en produits laitiers en 2015, affectant les échanges internationaux destinés à 60 % au continent asiatique en 2014. La Chine a divisé par deux ses achats de poudres grasses sur les six premiers mois de 2015 par rapport

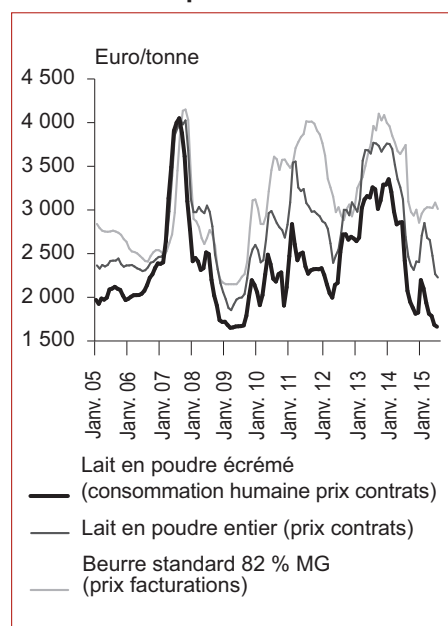
à 2014 et réduit de plus d'un quart ses achats de poudres maigres et de beurre. Les exportations de poudres de la France vers ce pays ont ainsi été divisées par trois au premier semestre 2015 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014. Sur la même période, la Russie a également diminué de plus de moitié ses achats de beurre et de fromages pour les six premiers mois de 2015 par rapport à la même période de 2014. En raison de l'embargo, la France n'exporte quasiment plus de produits laitiers vers ce pays, à l'exception des desserts lactés de conserve.

### Le déclenchement de mesures d'intervention publique et d'aide au stockage privé

Au premier semestre 2014, les fortes disponibilités avaient permis d'alimenter les échanges mondiaux, favorisant ainsi leur croissance, surtout en direction de la Chine, mais, au second semestre, la production étant toujours dynamique, le ralentissement des achats chinois et l'embargo russe ont contraint les transformateurs à stocker des produits de report. Dans l'Union européenne, le mécanisme d'aide au stockage privé, qui concerne le beurre et la poudre de lait écrémé (et dans une moindre mesure les fromages), a été mis en oeuvre afin d'aider à rééquilibrer les marchés. Fin juin 2015, les stocks européens bénéficiant d'une aide au stockage privé atteignaient 74 955 tonnes pour le beurre, dont 16 723 tonnes pour la France, et 17 632 tonnes pour la poudre de lait écrémé (nuls pour la France). Depuis l'ouverture du dispositif début septembre 2014, environ 142 000 tonnes de beurre et 44 000 tonnes de poudre de lait écrémé ont bénéficié d'aides au stockage privé.

Des mesures de stockage public ont également été mises en oeuvre. Ainsi, depuis la mi-juillet 2015, sept pays (Belgique, Allemagne, Lituanie, Pologne, Royaume-Uni, Lettonie et Finlande) ont alimenté les stocks publics de poudre de lait écrémé. Au 30 août 2015, les demandes de stockage public se sont élevées à près de 11 500 tonnes. La procédure d'intervention publique (achats de beurre et de poudre de lait

### Les prix français des produits industriels sont en forte diminution depuis 2014

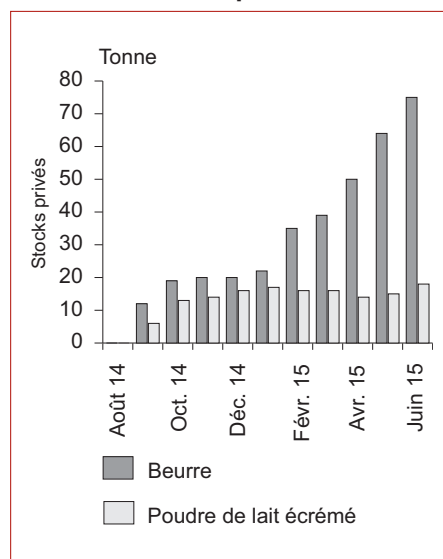


Source : FranceAgriMer/ ATLA

écrémé) sera, comme annoncé, prolongée jusqu'au 31 décembre 2015 et reprendra dès le 1<sup>er</sup> janvier 2016, au lieu d'une ouverture habituelle du 1<sup>er</sup> mars au 30 septembre de chaque année.

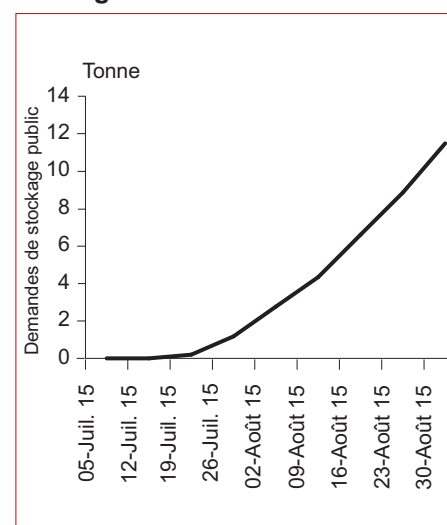
D'autres mesures de soutien au secteur laitier sont à l'étude au niveau européen, dans le prolongement du conseil agricole européen extraordinaire du 7 septembre.

### Forte évolution des stocks privés sous contrat de beurre dans l'Union européenne



Source : Commission européenne

### Les demandes de stockage public de poudre de lait écrémé dans l'union européenne sont également en forte hausse



Source : Commission européenne

### Les instruments de soutien des marchés laitiers par la Commission européenne

Depuis la fin des années 60, l'Union européenne a mis en place des mesures de soutien des marchés laitiers destinées à maintenir des conditions de marché stables pour les opérateurs de la filière. En cas de déséquilibre entre l'offre et la demande, elle a ainsi recours à différents types de mesures afin de rétablir l'équilibre.

L'Organisation Commune des Marchés (OCM), réformée en 2013, a maintenu des dispositifs de soutien des marchés laitiers et prévu que la Commission puisse mettre en place des outils complémentaires si ces dispositifs étaient jugés insuffisants.

Parmi les mesures prévues par l'OCM, l'intervention publique et l'aide au stockage privé permettent de limiter l'offre en retirant du marché une partie des marchandises produites par les opérateurs.

L'intervention publique consiste en l'achat par l'Union européenne de beurre ou de lait écrémé en poudre, à

prix définis dits « prix d'intervention » et dans la limite d'un contingent pour l'ensemble de l'Union européenne, pour les entreposer dans des stocks publics. Cette procédure est ouverte systématiquement du 1<sup>er</sup> mars au 30 septembre de chaque année mais des mesures temporaires exceptionnelles peuvent prolonger cette période.

Le stockage privé permet aux opérateurs de bénéficier d'aides financières pour couvrir les coûts d'entreposage du beurre, du lait écrémé en poudre ou du fromage sous AOP/IGP dans des stocks privés. Ils peuvent ainsi retirer provisoirement leurs produits du marché, sans recourir à l'intervention publique, et restent propriétaires de leurs marchandises. Ces aides sont octroyées en contrepartie d'une durée minimale de stockage. Ce mécanisme d'aide est décidé par la Commission européenne quand elle le juge nécessaire.

## Sources et définitions

- L'enquête mensuelle laitière réalisée par FranceAgriMer et le service de la statistique et de la prospective (SSP) du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt pour les données de collecte de lait, de prix du lait et de fabrication de produits laitiers. Le prix moyen du lait de vache payé au producteur est le prix du lait réfrigéré départ exploitation, toutes primes comprises et toutes qualités confondues, à teneurs réelles en matière grasse et matière protéique. Ce prix s'entend TVA non comprise, cotisations non déduites. Les avances ou récupérations d'avances sont comprises. Il se calcule en rapportant le total des paiements aux producteurs à la quantité collectée.
- Les statistiques de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) pour les données sur le commerce extérieur.
- La Commission européenne pour les données de prix du lait et de quantités fabriquées dans les États membres.
- L'enquête FranceAgriMer/ATLA pour les prix des produits industriels.

## Pour en savoir plus

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sur le lait sont disponibles à parution sur le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

- dans la rubrique « Conjoncture - Lait » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Séries mensuelles (bulletin) - Lait » pour les principales séries chiffrées
- dans la rubrique « enquêtes - industries agro-alimentaires - enquête annuelle laitière » pour les résultats provisoires 2014 de l'enquête annuelle laitière

### Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Le prix de compensation du coût de l'aliment dans les filières d'élevage », Agreste Conjoncture, Tableau de bord - indicateurs filières d'élevage, n° 4/8, août 2015
- « Marchés mondiaux des produits laitiers - Désormais sous l'influence de l'Union européenne », Institut de l'élevage, Le dossier Économie de l'élevage, n° 458, juin 2015
- « 2014, du rebond de la production à l'équilibrisme en 2015 », Institut de l'élevage, Le dossier Économie de l'élevage, n° 454, février 2015
- « Enquête annuelle laitière 2013 - La production de produits laitiers frais marque le pas », Agreste Primeurs n° 322, janvier 2015
- « La collecte laitière est stable en ce début de campagne », Agreste Infos rapides Lait n° 7/12, juillet 2015
- « Chute des cours mondiaux des produits laitiers au second semestre 2014 », Agreste Synthèses n° 2014/255, décembre 2014



## Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt  
Secrétariat Général  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex  
Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot  
Rédacteur : Géraldine Martin-Houssart  
Composition : SSP Beauvais  
Dépôt légal : À parution  
© Agreste 2015

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)